

VLAAMSE OVERHEID

Leefmilieu, Natuur en Energie

[C – 2006/35926]

9 MEI 2006. — Beslissing van de Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt van 9 mei 2006 met betrekking tot de hernieuwing van de leveringsvergunning voor elektriciteit van Theolia Benelux NV, oorspronkelijk toegekend door de VREG op 12 oktober 2004 (BSL-2006-27)

De Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en de Gasmarkt,

Gelet op artikel 17 van het decreet van 17 juli 2000 houdende de organisatie van de elektriciteitsmarkt,

Gelet op artikel 20 van het besluit van de Vlaamse Regering van 15 juni 2001 met betrekking tot de leveringsvergunningen voor elektriciteit,

Overwegende,

Dat Theolia Benelux NV, hierna genoemd "de aanvrager", op 13 april 2006, bij de Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en de Gasmarkt, hierna genoemd « de VREG », ingevolge de controlewijziging waarbij de aanvrager betrokken is, een aanvraag heeft ingediend tot hernieuwing van de leveringsvergunning voor elektriciteit, die oorspronkelijk toegekend werd bij beslissing van de VREG van 12 oktober 2004, gekend onder de referte BESL-2004-66;

Dat de aanvrager in zijn aanvraagdossier heeft gemeld dat de maatschappelijke zetel van de aanvrager van adres gewijzigd is;

Dat de aanvrager hierin aantoont dat hij blijft voldoen aan de voorwaarden van Hoofdstuk II van het besluit van de Vlaamse Regering van 15 juni 2001 met betrekking tot de leveringsvergunningen voor elektriciteit;

Besluit :

Artikel 1. De leveringsvergunning voor elektriciteit die door de VREG aan ENERGO NV, met maatschappelijke zetel te Louizalaan 480, 1000 Brussel, toegekend werd op 12 oktober 2004, wordt ingevolge de controlewijziging waarbij ENERGO NV betrokken is, hernieuwd op naam van Theolia Benelux NV, met maatschappelijke zetel te Louizalaan 505, bus 2, 1050 Brussel. Deze hernieuwde vergunning vervangt de op 12 oktober 2004 aan ENERGO NV toegekende leveringsvergunning.

De leveringsvergunning is geldig voor een onbepaalde termijn.

Art. 2. De aanvrager zal spontaan, ten laatste op 31 mei van elk kalenderjaar en voor de eerste maal op 31 mei 2006, en verder na elke aanvraag van de VREG, de informatie verschaffen bedoeld in hoofdstuk VII van het besluit van de Vlaamse Regering van 15 juni 2001 met betrekking tot de leveringsvergunningen voor elektriciteit.

Art. 3. De beslissing tot hernieuwing van de leveringsvergunning zal worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en in de daartoe geëigende publicaties van de VREG.

Brussel, 9 mei 2006.

Voor de VREG :

André Pictoel,

gedelegeerd bestuurder.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[2006/201854]

9 JUILLET 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur de promotion de la santé

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, notamment l'article 8, § 1^{er};

Considérant que le Conseil supérieur de promotion de la santé a arrêté son règlement d'ordre intérieur en sa séance du 28 mai 2004;

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur de promotion de la santé annexé au présent arrêté est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 3. Le Ministre ayant la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

**Règlement d'ordre intérieur
du Conseil supérieur de promotion de la santé****Article 1^{er} - Définitions**

On entend par :

Conseil : Conseil supérieur de promotion de la santé.

Membre : On distingue les membres avec voix délibérative et les membres ne pouvant participer aux votes.

Gouvernement : Gouvernement de la Communauté française de Belgique.

Commission : Groupe de travail à caractère permanent composé d'une partie des membres du Conseil et éventuellement d'experts extérieurs.

Groupe à tâche : Groupe de travail à caractère temporaire composé d'une partie des membres du Conseil et éventuellement d'experts extérieurs.

Article 2 - Siège du Conseil

Le siège du Conseil est installé dans les locaux du Ministère de la Communauté française, boulevard Léopold II 44, à 1080 Bruxelles.

Article 3 - Prérogatives des Président(e) et vice-Président(e)

Le (la) président(e) dirige les travaux, fixe l'ordre du jour, la date et l'heure des réunions, et veille au respect des délais.

Le (la) président(e) peut, d'initiative ou sur proposition d'un membre, inviter à une ou plusieurs réunions toute personne extérieure au Conseil susceptible d'apporter un éclairage permettant l'avancement des travaux.

Le (la) vice-président(e) assiste le (la) président(e) dans l'exercice de ses tâches et le (la) remplace en cas d'absence.

En cas d'absence conjointe du (de la) président(e) et du (de la) vice-président(e), ces missions sont assurées par le (la) plus âgé(e) ou le (la) plus jeune des membres présents, sans préjudice de l'article 6 du décret du 14 juillet 1997.

Article 4 - Désignation du président et du vice-président

Les président(es) et vice-président(es) sont proposé(es) par le Conseil au Gouvernement, après élection à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Si une majorité absolue des suffrages exprimés n'arrive pas à se dégager, il sera procédé à un second tour avec les deux premiers candidats arrivés en tête à l'issue du premier tour.

Le vote est secret.

Article 5 : Rôle du secrétariat

Le secrétariat du Conseil et des commissions est assumé par les Services du Gouvernement sous l'autorité du directeur général ou de l'agent de l'administration qu'il désigne.

Le secrétaire assiste le (la) président(e) ou son (sa) remplaçant(e).

Il assure la rédaction et la diffusion des comptes rendus des réunions.

Il est chargé de la correspondance ainsi que de la tenue des registres et documents. Il assure la conservation des archives du Conseil.

La correspondance destinée au Conseil est adressée au (à la) président(e) du Conseil supérieur de promotion de la santé - Direction générale de la Santé - Boulevard Léopold II 44, à 1080 Bruxelles.

Article 6 - Convocation

Le (la) président(e) peut convoquer le Conseil chaque fois qu'il (elle) l'estime nécessaire pour accomplir les missions qui lui sont confiées par le Décret du 14 juillet 1997 notamment les articles 2, 4, 10, 15 et 16.

Le secrétaire adresse les convocations à chacun des membres effectifs et suppléants au moins quinze jours calendrier avant la date prévue pour la réunion avec le projet d'ordre du jour, les documents préparatoires et le projet de compte rendu de la réunion précédente. Ce délai peut être raccourci moyennant accord préalable à la majorité absolue des suffrages exprimés. Cet accord n'a d'effet que pour le cas considéré.

Article 7 - Ordre du jour

A l'ouverture de la réunion, le Conseil examine le projet d'ordre du jour prévu à l'article 5. Il y intègre, supprime ou substitue éventuellement d'autres points relevant de sa compétence, proposés par son (sa) président(e) ou par au moins 3 membres ayant fait la demande écrite préalable.

Les modifications de l'ordre du jour nécessitent l'accord des 2/3 des membres présents.

Article 8 - Participation aux réunions

Le membre suppléant ne peut assister aux réunions du Conseil qu'en l'absence du membre effectif.

Le membre effectif empêché d'assister à une réunion en informe le plus tôt possible, personnellement, son suppléant. Les échanges et les collaborations entre effectif et suppléant seront favorisés.

Article 9 - Propositions, avis et rapports du Conseil

L'article 4, paragraphe 1^{er}, du Décret du 14 juillet 1997 définit les missions du Conseil.

Pour remplir ces missions, le Conseil délibère valablement si au moins la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Les points de l'ordre du jour non délibérés en raison de l'absence de quorum sont automatiquement reportés à l'ordre du jour de la réunion suivante.

Le Conseil statue sur ces points même en l'absence de quorum.

Les propositions, avis et rapports du Conseil rédigés en séance sont valablement adoptés à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas d'égalité de voix, la voix du président est prépondérante. Les propositions, avis et rapports non rédigés en séance sont adoptés selon la même procédure à la réunion suivante du Conseil. Au besoin et afin d'accélérer les procédures d'avis, l'approbation des avis non rédigés en séance peut également être faite par courrier (courrier électronique notamment) avec accord tacite dans un délai déterminé.

Les votes ont lieu à main levée sauf si un tiers des membres demandent, à main levée, un vote secret.

Le vote par procuration est interdit.

Tout membre qui est ou s'estime personnellement impliqué par un dossier traité par le Conseil est prié de quitter spontanément la séance pendant la durée de l'examen du dossier en cause. Est notamment présumé avoir un intérêt, le membre qui est administrateur ou fait partie d'un organisme qui sollicite un agrément ou le subventionnement d'un programme d'actions ou de recherches, ou qui doit faire l'objet d'un avis.

Le détail des débats du Conseil n'est pas tenu public.

Le Conseil recommandera au Gouvernement une communication publique des propositions, avis et rapports ayant un caractère d'intérêt général (p.e. scientifique, éthique, etc).

Article 10 - Confidentialité

Sauf cas prévus à l'article 8, les membres du Conseil ainsi que toute personne participant aux travaux du Conseil ne peuvent divulguer ni communiquer les renseignements dont ils ont eu connaissance à l'occasion de l'accomplissement de leur mandat. Le compte rendu des réunions ainsi que toute communication faite en séance sont strictement confidentiels et ne peuvent être rendus publics.

Article 11 - Compte rendu

Un projet de compte rendu est établi à chaque réunion du Conseil et comporte :

- la liste des présences;
- la liste des points à l'ordre du jour et, pour chacun d'entre eux, une note de synthèse des débats. Les propositions, avis et rapports émis s'il échet sont joints au compte rendu.

Le Conseil adopte le contenu du projet de compte rendu à la réunion suivante.

Le projet de compte rendu n'est soumis à l'adoption du Conseil que si un projet a été envoyé aux membres au moins quinze jours calendrier avant la réunion suivante. Au cas où ce document n'aurait pas été adressé en temps voulu, son adoption serait reportée à la réunion suivante du Conseil, sauf raccourcissement du délai prévu à l'article 5.

En application de l'article 4 de l'arrêté du 17 juillet 1997, les notes de minorité sont jointes au compte rendu.

Article 12 - Commissions

En vertu de l'article 4, paragraphe 2, du Décret du 14 juillet 1997, le Conseil peut constituer des commissions qu'il estime utiles dans le cadre de ses missions.

En vertu de l'article 3, alinéa 2, de l'Arrêté du Gouvernement du 17 juillet 1997, le Conseil constitue la commission « programmes d'actions et de recherches ».

En vertu de l'article 22, alinéa 1^{er}, du même Arrêté, le Conseil constitue la commission « campagnes radiodiffusées ».

En vertu de l'article 25, paragraphe 1^{er}, de l'Arrêté du Gouvernement du 20 février 1998, le Conseil constitue la commission « épidémiologie ».

Le Conseil arrête la composition des commissions et définit leurs missions.

La décision du Conseil de constituer une commission est prise à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le Conseil précise pour chacune des commissions la limite de la délégation de remise d'avis.

Le président de la commission doit informer le Conseil préalablement à toute délibération non prévue dans l'alinéa précédent. En outre, toute autre proposition, avis ou rapport doit être, préalablement à une transmission au Gouvernement, soumis au Conseil, qui en organise le débat en son sein.

Les commissions sont composées de membres effectifs et/ou suppléants du Conseil ainsi qu'éventuellement, de membres extérieurs au Conseil.

Un membre effectif et son suppléant ne peuvent siéger en même temps dans la même commission. Un membre suppléant invité en qualité d'expert à une Commission n'a pas le droit de vote en présence de son effectif. Les experts non membres du Conseil n'ont pas le droit de vote.

Le Conseil veille à pourvoir au remplacement des membres défaillants des commissions. Sont réputés défaillants les membres absents trois fois consécutivement sans justification.

Les Commissions tiennent tous leurs avis à la disposition des membres du Conseil.

Chaque commission désigne en son sein un (une) président(e) qui doit être choisi(e) parmi les membres effectifs du Conseil. Elle désigne aussi un (une) vice-président(e).

Les présidents(tes) des commissions font rapport de leurs travaux au Conseil au moins une fois par an. Chaque année le Conseil produira un rapport des travaux effectués.

Les dispositions du règlement d'ordre intérieur du Conseil sont applicables aux commissions dans la mesure où elles s'adaptent à leur fonctionnement. Les Commissions informent préalablement le Conseil de toute adaptation du Règlement d'ordre intérieur à un aspect spécifique de leur fonctionnement.

Article 13 - Groupe à tâche

Le Conseil peut décider de la mise en place d'un groupe de travail dont le mandat et la durée sont précisés. Ce groupe est ouvert à tous les membres du Conseil effectifs et suppléants; un membre qui s'inscrit au groupe de travail s'engage à participer à l'ensemble des travaux.

Le groupe de travail fait rapport au Conseil au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux; ses conclusions sont soumises pour discussion au Conseil et sont avalisées par celui-ci.

Article 14 - Divers

Toute question d'ordre intérieur non prévue au règlement est tranchée à la majorité absolue des voix. Ce vote n'a d'effet que pour le cas considéré.

Sur proposition du (de la) président(e) ou de trois membres du Conseil, des modifications au présent R.O.I. peuvent être soumises au Gouvernement. Ces propositions de modifications doivent obtenir la majorité absolue des voix.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 juillet 2004 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil supérieur de promotion de la santé.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2006/201854]

9 JULI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de « Conseil supérieur de promotion de la santé » (Hoge Raad voor Gezondheids promotie van de Franse Gemeenschap)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheids promotie in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 8, § 1;

Overwegende dat de Hoge Raad voor Gezondheids promotie zijn huishoudelijk reglement heeft vastgesteld in zijn zitting van 28 mei 2004,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegd huishoudelijk reglement van de Hoge Raad voor Gezondheids promotie is goedgekeurd.

Art.2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art.3. De Minister tot wier bevoegdheden de Gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 2004

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Hupverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Mevr. N. MARECHAL

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2006/27093]

**8 MARS 2006. — Arrêté ministériel
relatif à l'expropriation pour travaux de pose de collecteurs d'adduction
à la station d'épuration de Soignies-Biamont - phase 2 - Soignies**

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes, modifiées par la loi du 7 juillet 1978, notamment l'article 5 portant la loi relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le décret du 27 mai 2004, décret relatif Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau abrogeant le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau, notamment l'article D. 338, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2005 fixant la répartition de compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu la décision prise le 25 octobre 2005 par le Comité de direction de la S.P.G.E. de poursuivre l'expropriation des parcelles nécessaires à la réalisation des travaux de pose du collecteur d'adduction à la station de Biamont - phase 2 - Soignies;

Considérant que par l'article 12, § 2 du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau, abrogé par le décret du 27 mai 2004, décret relatif Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment l'article D. 338, § 2, la Société publique de Gestion de l'Eau, en abrégé : la S.P.G.E., représentée par deux administrateurs en vertu de l'article 28 des statuts, après en avoir été autorisée par le Gouvernement, peut poursuivre en son nom, l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles nécessaires à la réalisation de son objet social;

Considérant que les expropriations doivent être réalisées sur la base de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Considérant que les travaux contribuent à la réalisation de l'objet social de la société précitée, à savoir l'assainissement des eaux usées, qu'ils concernent un des ouvrages d'assainissement composant le programme des investissements en matière d'assainissement et de protection des captages pour la période 2000 - 2004 approuvé par le Gouvernement wallon en date du 13 juin 2002 et peuvent de ce fait être déclarés d'utilité publique;

Que ces parcelles sont visées par le plan ci-annexé, établi par N. Dupont, géomètre-expert juré;

Considérant les échéances fixées par la directive CEE 91/271 relative à la collecte des eaux urbaines résiduaires;